

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°815 / décembre 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2024

Au 3^e trimestre 2024, l'**indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse de 3,2 points. À 95,8 points**, il reste cependant sous sa moyenne de longue période pour le troisième trimestre consécutif. Ceci signifie que les chefs d'entreprise qui répondent à l'enquête de conjoncture considèrent que l'activité évolue encore sous son potentiel.

La trésorerie et les délais de paiement restent particulièrement dégradés, reflétant les difficultés financières actuelles des entreprises et se traduisant par des niveaux élevés de défaillances.

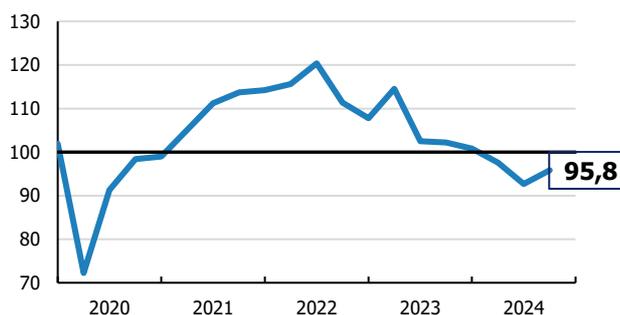
La consommation des ménages est encore inhibée, malgré la baisse graduelle de l'inflation. Leur vulnérabilité financière a significativement augmenté. L'investissement résidentiel, comme l'investissement des entreprises n'ont pas encore entamé leur redressement. Les secteurs du commerce et des industries manufacturières sont particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité.

Les professionnels restent pessimistes s'agissant de l'activité pour la fin de l'année et se révèlent prudents concernant la matérialisation d'une reprise début 2025, au regard de leurs perspectives d'investissement.

L'économie réunionnaise en quête de rebond

Un climat des affaires hésitant

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

L'ICA se redresse modestement au 3^e trimestre 2024. Il atteint 95,8 points, en hausse de 3,2 points. Néanmoins, il reste en deçà de sa moyenne passée, suggérant que la croissance de **l'économie reste moins dynamique**. Pour rappel, il avait décroché de 5 points au trimestre précédent. À noter, il évolue sous le seuil de 100 depuis trois trimestres consécutifs pour la première fois depuis la crise de la covid de 2020.

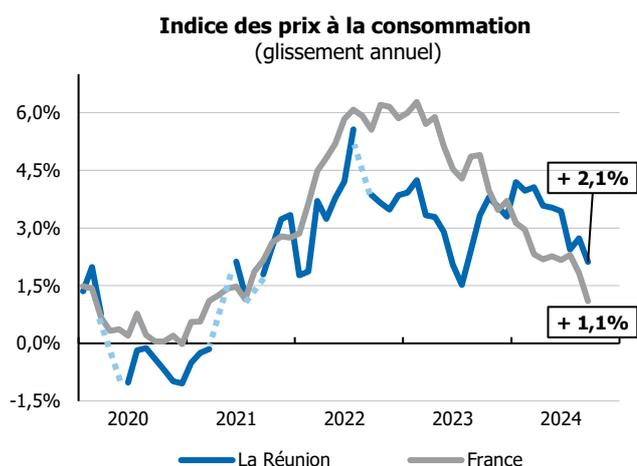
Tous les soldes d'opinion (à l'exception des prévisions d'effectifs au prochain trimestre) entrant dans la composition de l'ICA sont négatifs. Les soldes de gestion (trésorerie, délais de paiement et charges d'exploitation) sont les moins bien orientés, reflétant les difficultés financières d'une majorité des entreprises. Si celles-ci déclarent une dégradation continue de leurs charges depuis la crise de la

covid, elles considèrent que les délais de paiement se sont allongés depuis la fin de 2023 et ont contribué à tendre leur trésorerie.

Les entreprises déclarent des prix de vente en baisse pour le deuxième trimestre consécutif, tendance cohérente avec le ralentissement de l'inflation enregistrée sur le territoire.

Les chefs d'entreprises restent pessimistes s'agissant du trimestre à venir et prudents pour l'année qui vient. Les perspectives d'investissement sont majoritairement négatives. Le solde d'opinion des carnets de commande atteint son point le plus bas depuis le premier trimestre 2020.

L'inflation poursuit son repli



entreprises à l'enquête de conjoncture. Une majorité d'entre elles baissent en effet leurs prix de vente depuis deux trimestres consécutifs.

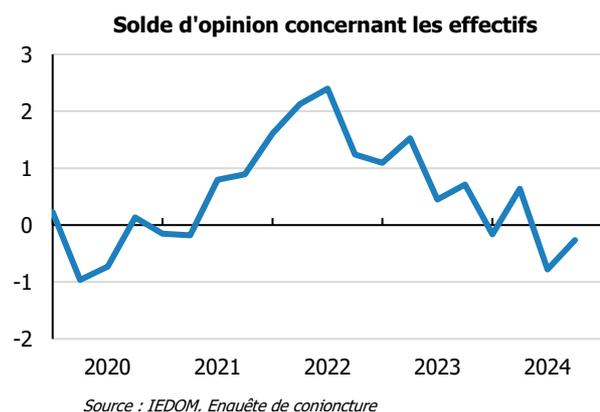
L'inflation diminue graduellement à La Réunion. Les prix y progressent de 2,1 % en glissement annuel à fin septembre, après +3,4 % à fin juin. Pour rappel, dans l'Hexagone, les prix augmentent de +1,1 % à fin septembre, après +2,2 % à fin juin.

Sur un an, les prix de l'alimentation (+3,5 %) et des services (+3,0 %) connaissent les hausses les plus marquées (contribuant respectivement pour 0,6 point de pourcentage et 1,4 pp à l'évolution de l'indice des prix), suivis par les produits manufacturés (+0,6 % pour +0,2 pp de contribution). Au sein de la catégorie des services, les prix des loyers et des charges (eau et ordures ménagères) sont particulièrement dynamiques (+5,7 %).

Seuls les prix de l'énergie sont en retrait, de 1,4 % (soit une contribution de -0,1 pp), dans le sillage de la détente des cours mondiaux.

Cette baisse de l'inflation se reflète dans les déclarations des entreprises qui baissent en effet leurs prix de vente depuis deux trimestres consécutifs.

Un marché de l'emploi fragile

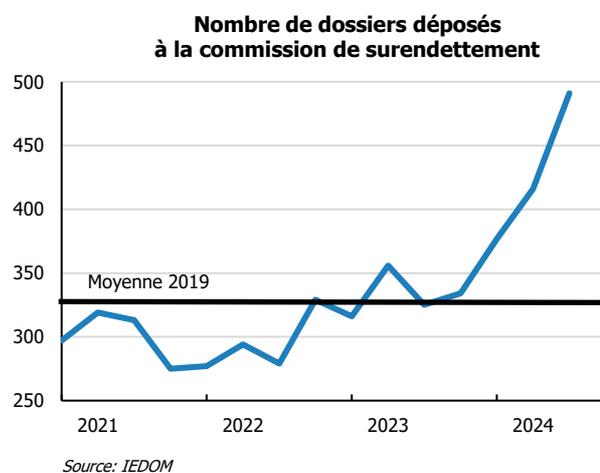


Les conditions sur le marché du travail sont globalement moins favorables depuis deux trimestres.

Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent encore au 3^e trimestre une baisse de leurs effectifs, mais plus modeste qu'au trimestre précédent. D'autres indicateurs sont sensiblement mieux orientés : le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A recule ainsi de 0,4 % sur le trimestre (données CVS) pour atteindre 114 330 personnes.

Néanmoins, cette évolution n'est pas de nature à inverser la tendance à l'affaiblissement de l'emploi à La Réunion. Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail ralentit, de près de 3 200 offres il y a un an, à environ 2 900 ce trimestre. Par ailleurs, le nombre d'intérimaires a diminué de 15,7 % sur un an.

La vulnérabilité des ménages freine la consommation privée



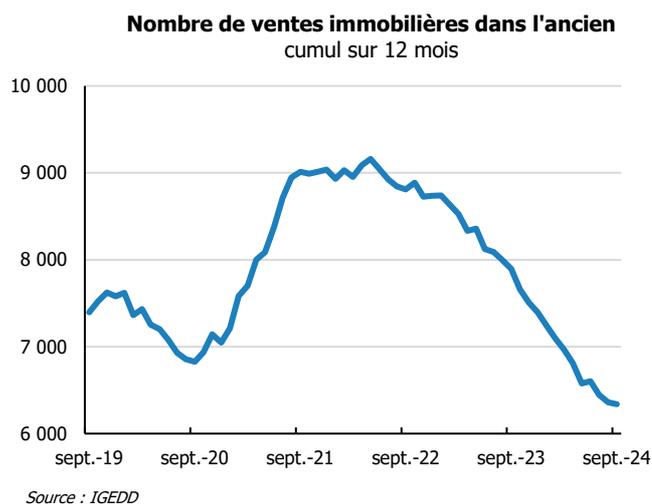
Le nombre de ménages en difficulté financière continue de croître. En effet, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM progresse pour le 4^e trimestre consécutif pour atteindre 491 dossiers (+18,0 % en variation trimestrielle). Il est supérieur de 50 % environ à la moyenne trimestrielle (324) des dossiers déposés en 2019, dernière année de référence hors crise sanitaire.

Les encours de crédits de découverts ont progressé de 23 % en valeur à fin septembre (après +2 % l'année précédente), suggérant que la trésorerie d'une partie des ménages s'est significativement dégradée.

Parallèlement, les indicateurs d'activité commerciale suggèrent que la consommation des ménages réunionnais a continué à faiblir en fin d'année. En effet, les chefs d'entreprise du secteur

du commerce répondant à l'enquête de conjoncture continuent de déclarer une forte détérioration de leur activité pour le 4^e trimestre consécutif. Ce ralentissement est particulièrement sévère sur certains marchés de biens, comme l'illustre le recul des ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre d'immatriculations, en baisse de 6,6 % en glissement annuel (données CVS).

Pas de rebond de l'investissement

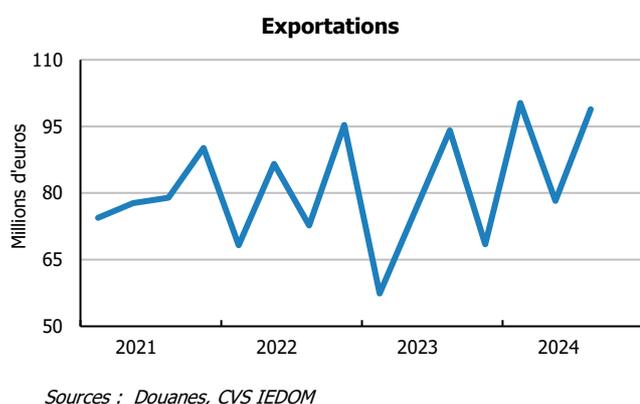


Les transactions immobilières (nombre de ventes dans l'ancien) baissent de 19,7 % en cumul sur 12 mois à fin septembre, atteignant un niveau inférieur désormais à la période pré-covid. Les encours de crédits immobiliers stagnent entre juin et septembre et confirment que la reprise de l'investissement résidentiel ne s'est pas encore matérialisée.

S'agissant des sociétés, les prévisions d'investissement à 12 mois déclarées par les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture demeurent pessimistes. Le fléchissement des encours de crédit à l'investissement reflète cette désaffection : ils baissent de 6,7 % en glissement annuel à fin septembre, contre +5,5 % au même moment l'année dernière.

Si le nombre de défaillances d'entreprise recule de 11,4 % sur le trimestre (257 défaillances déclarées en septembre, 290 en juin), il reste à un niveau très élevé : en cumul sur 12 mois, il augmente de 44,5 % en glissement annuel, pour s'établir à 1 072 défaillances.

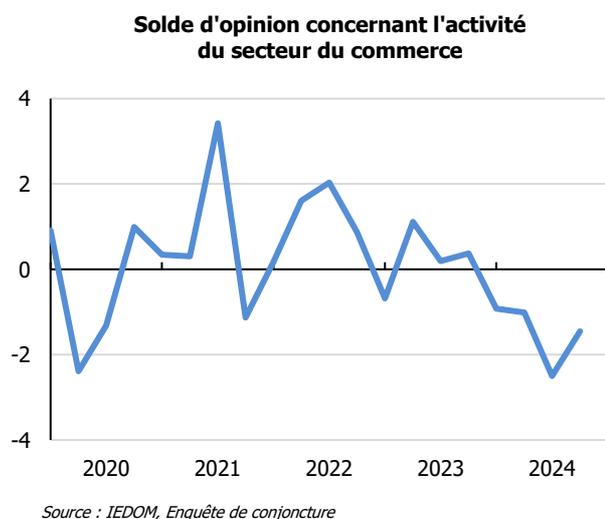
Des échanges extérieurs mieux orientés



Après un fléchissement au 2^e trimestre, les exportations progressent de 26,3 % (en valeur, données CVS) au 3^e trimestre. Ce redressement s'explique par la hausse des exportations des biens de consommation durables (+49,9 %) et des biens d'investissements (+151,5 %).

Le niveau des importations se stabilise sur le trimestre (+0,2 %) (en données CVS), après un léger recul de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution est le résultat, d'une part, du recul des biens énergétiques (-3,6 %), en lien avec la baisse des prix de l'énergie, et d'autre part, de la baisse des importations de biens d'investissement (-8,3 %, données CVS). Néanmoins, les importations de biens de consommation durables progressent de 1,1 % (CVS), et les biens intermédiaires de 1,7 % (CVS).

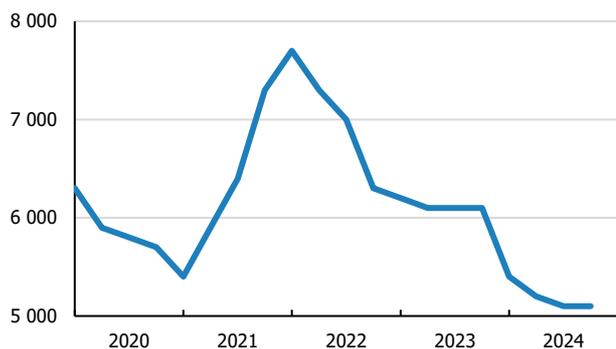
Évolutions sectorielles : commerces et industries plus durement touchés



Les chefs d'entreprises du secteur du **commerce** déclarent que le niveau d'activité continue de se dégrader pour le quatrième trimestre consécutif. Selon la Direction régionale des finances publiques (DrFip), le chiffre d'affaire du secteur baisserait de 0,9 % par rapport à l'année précédente. Cette tendance coïncide avec une dégradation significative de leurs carnets de commandes. Le niveau des prix des produits vendus diminue depuis deux trimestres, tandis que la trésorerie se détériore ce trimestre.

Le secteur des **industries manufacturières** semble être le plus affecté par le ralentissement de l'économie. En effet, la dégradation de l'activité est comparable à celle du 2^e trimestre de 2020. Selon la DrFip, le chiffre d'affaire du secteur baisserait de 4,4 % par rapport à l'année précédente. Tous les soldes de gestion sont négatifs, à l'exception des effectifs déclarés et des stocks de produits finis. Par ailleurs, les prévisions d'investissements sur 12 mois se dégradent pour la première fois depuis 2021.

Évolution des logements mis en chantier

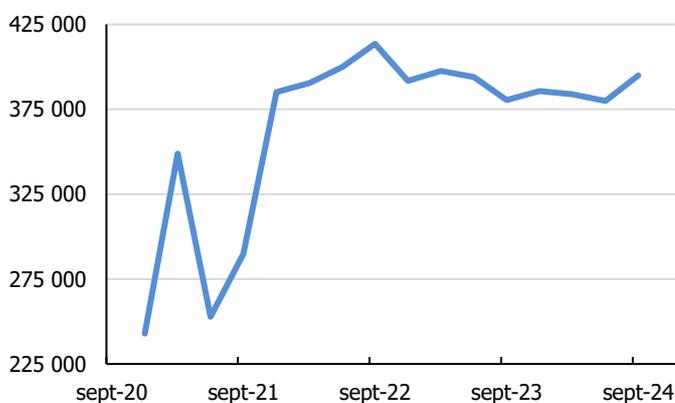


Source : Deal Réunion, cumul annuel

Les chefs d'entreprises du secteur de **la construction et des travaux publics** témoignent également d'une dégradation de leur activité, mais à un rythme moins soutenu que ces derniers trimestres. Ils déclarent des effectifs en nette baisse au 3^e trimestre. Leur solde d'opinion sur les carnets de commande reste négatif depuis le début de 2022. La situation du secteur reste fragile, le niveau des logements mis en chantier étant plus bas au 3^e trimestre que pendant la crise de la covid.

Les entrepreneurs du secteur des **services marchands** déclarent une activité évoluant à un niveau similaire à celui observé au trimestre précédent. Dans le même temps, les carnets de commande se sont dégradés depuis deux trimestres consécutifs. Les prix pratiqués par les entreprises du secteur augmentent sur 3 mois.

Nombre de nuitées hôtelières



Source : Insee, données CVS

Selon les chefs d'entreprise, le volume d'activité dans le secteur du **tourisme** est de nouveau stable, après une année de dégradation modérée. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie reflète cette tendance. Celui-ci s'améliore de 4,0 % sur le trimestre, à 394 982 nuitées (CVS), et de 3,8 % sur un an. Le taux d'occupation a légèrement baissé ces derniers trimestres, relativement à l'année 2023 et la forte demande post-covid. En hausse de 1 point à 65 % (CVS) ce trimestre, il se maintient à un bon niveau. Néanmoins, les professionnels du secteur sont pessimistes. Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement sont négatives depuis 5 trimestres.

Les entrepreneurs du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** déclarent une faible augmentation de leur activité sur le trimestre. Les abattages de porcins et de bovins sont en hausse (+8,1 % et +0,8 % respectivement, données CVS). Les entreprises déclarent des effectifs en forte progression. Depuis le début de l'année, l'activité a semblé néanmoins inégale. Selon la DrFip, le chiffre d'affaire du secteur serait en retrait de 5 % par rapport à la même période l'année dernière.

La conjoncture régionale et internationale

LES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE BIEN ORIENTÉES

En **Afrique du Sud**, l'économie se redresse au 2^e trimestre 2024 : la Banque centrale estime la croissance économique à +0,6 %, après une légère contraction de 0,1 % au 1^{er} trimestre. Elle anticipe une amélioration de l'activité à moyen terme, soutenue par un approvisionnement en électricité plus fiable et une amélioration de la logistique. Toutefois, l'économie sud-africaine peine à retrouver les rythmes de croissance d'avant-crise covid. L'inflation reste supérieure à l'objectif de 4,5 % de la Banque centrale, qui maintient son taux directeur à 8,25 %.

À **Madagascar**, l'activité économique s'améliore au 2^e trimestre, selon l'enquête de conjoncture de la Banque centrale. Cependant, les exportations de biens s'inscrivent en net repli au 1^{er} semestre 2024 : -27,9 % par rapport à 2023 sur la même période. Les exportations de vanille chutent de 43,2 %, en raison d'une forte contraction des prix mondiaux. Le secteur du tourisme continue de connaître une croissance soutenue, s'approchant de sa performance d'avant-crise. L'inflation demeure relativement élevée (+7,3 % en avril et mai 2024), incitant la Banque centrale à relever de nouveau son taux directeur à 9,5 %.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique s'inscrit en repli de 6,9 % au 2^e trimestre 2024 sur un an, après un bon 1^{er} trimestre (+11,4 %). Le nombre de touristes progresse néanmoins de 2,4 % sur le semestre par rapport au 1^{er} semestre 2023. La faible inflation (+0,6 % à fin juillet sur un an) pousse la Banque centrale seychelloise à maintenir son taux directeur à 1,75 % (juillet 2024).

À **Maurice**, l'activité économique ralentit en début d'année, avec une croissance du PIB de +0,8 % (CVS) au 1^{er} trimestre 2024, après 2 trimestres consécutifs très dynamiques (+2,3 % au 3^e trimestre 2023 et +2,4 % au 4^e trimestre). La demande intérieure reste élevée, dans le sillage des investissements en produits de la construction, tandis que l'activité des entreprises exportatrices est mal orientée ce trimestre (-3,3 %, CVS, après +1,4 %). Les prévisions de croissance demeurent néanmoins positives : +6,5 % pour 2024 selon le Bureau statistique.

Aux **Comores**, l'activité économique est favorable en 2023, avec une hausse de plus de 3 % de la croissance du PIB selon la Banque mondiale. Cette croissance provient en partie du retour de la diaspora, notamment de France, et de l'activité liée aux « grands mariages ». La Banque mondiale confirme cette bonne orientation de l'économie comorienne dans l'avenir avec une croissance estimée à +3,9 % entre 2024 et 2026 en moyenne.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque mondiale.

UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation **mondiale** reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB **américain**, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans **la zone euro** pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB **français** au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux Olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 points à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 points chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'**économie japonaise** souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nipponne pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamiques sur les autres continents, s'établissant à 3,3 % en Europe, 2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et 3,6 % pour l'Afrique sub-saharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr
Annexes statistiques et méthodologie

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteurs : S. AUBERT et T. CABELLO
Éditeur : IEDOM

